

Mais depuis la dénonciation de la mobilisation des habitants de Plogoff, lors de l'implantation des mairies annexes, par les étudiants de l'UEC de la faculté de Brest, on ne s'en pose plus. Pour le PCF, il s'agit de respecter la procédure actuelle en l'embellissant d'un débat bidon au Parlement. Les militants de l'UEC distribuaient un tract à cette occasion qui dénonçait « *les provocateurs s'opposant au débat démocratique* », comprenez bien, il s'agissait des manifestants et non des flics.

De même, la prise de position de la fédération du Sud-Finistère du PCF, qui se prononce pour une centrale en Bretagne, et à Plogoff si le site convient, est un coup bas porté à la mobilisation, mais il atteint surtout ses auteurs.

Discussion authentique d'un militant antinucléaire avec Louis le Roux, membre du CC du PCF vendant *l'Humanité* le jour de la manifestation sur le site à Plogoff

- *Tu viens à Plogoff ?*
- *Certainement pas*
- *Tu as pourtant voté contre l'implantation de la centrale au Conseil général.*
- *Oui, mais c'était en 1975.*

Ces prises de position ne sont pas sans répercussions dans le PCF. Ainsi le maire de Douarnenez, exprime sa peur face à l'insécurité des centrales nucléaires après son voyage à Harrisburg, aux Etats-Unis.

Si le PCF a tout fait pour éviter tout cadre unitaire le contraignant

au débat avec les anti-nucléaires, il n'a pu empêcher que nombre de ses militants participent aux manifestations. Il faut replacer cette politique de division dans le contexte de la politique globale de la direction du PCF qui tend à maintenir en place ce gouvernement en essayant de rendre impossible le front unique des organisations ouvrières contre l'austérité, le chômage et le nucléaire.

2) La position du PS : ménager la chèvre et le chou

La position du PS n'est pas différente de façon significative sur le fond, de celle du PCF. Elle dit qu'il faut un peu de nucléaire, mais se déclare contre la politique du tout nucléaire du gouvernement.

C'est ainsi Rocard qui renchérit après le voyage de Marchais en Bretagne : « *On ne pourra pas éviter un peu de nucléaire* », ou Mauroy : « *L'énergie nucléaire est un besoin pour notre pays* ».

Cette position pleine de contradictions permet toutes les adaptations sur le terrain. Cela permet aujourd'hui de voir le PS essayer de récupérer le mouvement né autour de Plogoff.

De plus, cela lui donne une position de force en le situant à gauche et du côté des luttes par rapport au

PCF. Ainsi, à la mairie de Carhaix, la minorité PS propose une motion explicitement antinucléaire. Comprendra qui pourra.

En fait le PS se contente de demander officiellement un moratoire comprenant 18 mois de suspension du programme pour permettre un débat (cela paraît bien court pour faire participer les plus larges masses).

De plus le PS propose une autre politique énergétique. Il déclare vouloir « *satisfaire les besoins réels de la population en énergie hors de la politique du tout nucléaire, doter la France d'un type de production, de développement et de consommation qui économise les ressources rares.* »

Une habile façon de jouer sur la sensibilité écologiste de la population pour essayer demain, étant au pouvoir, de faire passer l'austérité avec un verbiage écolo-socialisant, qui évite soigneusement de toucher à la racine du mal : la propriété privée des moyens de production et son corollaire, l'économie de profit.

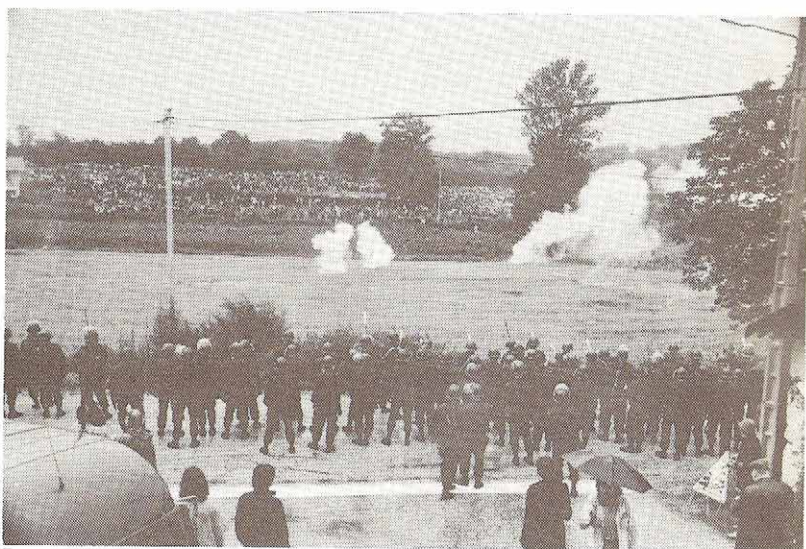
Tout cela est très intéressant pour servir de marche-pied électoral à un candidat tel que Rocard, en rassemblant ces différents éléments dans un beau programme présidentiel.

Il s'agit en effet d'une belle manœuvre électorale qui vise à rassembler dès le premier tour les intéressantes voix écologistes sur le candidat socialiste, sur un terrain où le PS se satisfait parfaitement de la division.

3) L'UDB : contre le nucléaire en Bretagne

R. Le Prohon pour l'Union démocratique bretonne dans *Ouest-France* du 10.10.78 analyse les raisons pour lesquelles il refuse une centrale à Plogoff. Il détaille avec justesse les aspects économiques néfastes pour la pêche bretonne en particulier, et la vocation de la Bretagne comme dépotière nucléaire.

Mais il ne dit pas un mot sur les dangers de cette technologie indépendamment du site. De plus, dans son programme législatif de 1978, l'UDB se déclare pour l'extraction des gisements d'uranium breton. Est-ce à dire que l'UDB se désintéresse de la construction de centrales nucléaires à l'est des marges bretonnes ?



Malville : juillet 1977, Vital Michalon assassiné.